

# L'exécution des marchés : nouveau moyen d'accroître l'efficacité énergétique dans le Sud ?



2000-12-08

*John Eberlee*

[Photo : L'Inde et d'autres pays en développement sont des terrains propices à l'application des techniques à haut rendement énergétique.]

Les technologies à haut rendement énergétique peuvent aider à la croissance économique des pays en développement et y améliorer les niveaux de vie tout en contribuant à réduire les émanations de gaz à effet de serre, mais diverses barrières commerciales empêchent leur adoption généralisée. Heureusement, des ententes d'exécution de marchés, conclues entre des entreprises de services éconergétiques (ESCO) et leur clients, pourraient aider à surmonter certains de ces obstacles.

Voilà une des principales conclusions d'une récente étude qui porte sur les ententes d'exécution des marchés — nouveau modèle de gestion mis au point en Amérique du Nord — comme moyen d'économiser l'énergie dans le Sud. Les ententes d'exécution des marchés prévoient la commercialisation et l'installation d'équipements à haut rendement énergétique, ou technologies propres, et la détermination du paiement de l'équipement et des services selon les économies estimées ou réalisées. En vertu de ces ententes, les ESCO aident souvent à financer l'achat, par leurs clients, de technologies à haut rendement énergétique.

## **Des chercheurs du Sud**

L'étude a été menée par des équipes de chercheurs du Chili, de Colombie, du Ghana, de Chine et d'Inde, et coordonnée par [Amitav Rath](#), directeur de [Policy Research International](#). Le projet a tout d'abord été financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et l'Institut international du développement durable (IIDD), auxquels se sont joints par la suite l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Banque mondiale et le Comité scientifique du Commonwealth. Les résultats de l'étude ont été présentés à la Conférence canadienne sur l'efficacité énergétique tenue à Ottawa en octobre 2000.

Rath précise que l'étude a commencé par trois questions fort simples : (i) Est-il vrai que ce modèle comporte un grand nombre d'options financièrement intéressantes qui permettent aux utilisateurs d'accroître l'efficacité énergétique ? (ii) Si c'est le cas, pourquoi n'existe-t-il pas sur le marché

suffisamment de mécanismes pour aider les utilisateurs à en tirer parti ? (iii) Que peut-on faire pour aider les utilisateurs à tirer profit des options qui leur sont offertes afin d'augmenter le rendement énergétique, même si le gouvernement ne le fait pas ?

## **Une piètre performance**

*Tous les pays en développement que nous avons étudiés ont un rendement énergétique de beaucoup inférieur à celui des pays industrialisés, bien que leur potentiel soit considérable, affirme Rath. (Au Chili, par exemple, l'adoption de technologies à haut rendement énergétique par le secteur de l'énergie pourrait donner lieu à des économies annuelles de 10,4 et 20,2 gigawatts l'heure en 2010 et 2020, respectivement, estime Pedro Maldonado, professeur de gestion et politique énergétiques dans l'industrie à l'Université du Chili, et directeur du programme de recherche énergétique de la même université.)*

Se fondant sur un examen minutieux de la documentation scientifique et des études de cas mettant à l'épreuve les solutions proposées, *les chercheurs ont constaté qu'un grand nombre des solutions proposées pour accroître l'efficacité énergétique permettent de faire de réelles économies et de réduire les émissions de dioxyde de carbone. Elles sont à la fois efficaces et financièrement intéressantes, ajoute Rath. De fait, les taux de rendement des mêmes technologies sont souvent de beaucoup supérieurs dans certains de ces pays qu'en Amérique du Nord.*

## **L'éclairage des bureaux**

Ainsi, les chercheurs estiment que le taux de rendement annuel d'un investissement consenti pour un éclairage économe d'énergie dans les bureaux pourrait aller de 30-40 % au Chili jusqu'à 60-100 % à New Delhi. Autrement dit, dans la capitale de l'Inde, il ne faudrait qu'un an ou deux pour recouvrer le coût d'investissement. *Je ne connais pas beaucoup d'autres cas où le taux de rendement puisse être aussi intéressant, souligne Rath.*

Malgré leur énorme potentiel, la majorité des pays en développement n'acceptent pas l'idée que l'efficacité énergétique est un complément indispensable des politiques énergétiques nationales. Bien des économistes expliquent cette réticence par la conception répandue dans le Sud que *les marchés résoudront n'importe quel problème*, déclare Maldonado. Ce genre d'attitude perpétue les barrières commerciales et dissuade les gens d'adopter des mesures d'économie d'énergie.

## **Les barrières commerciales**

Selon Rath, les barrières commerciales auxquelles on se heurte présentement sont les suivantes : des subventions à la consommation d'énergie élevées, des règlements défavorables, *le fait que la pollution soit une externalité dont les prix de l'énergie ne tiennent pas compte*, un comptage inadéquat, *de sorte qu'on ne sait combien on paie pour l'énergie*, un financement réduit, le manque d'information, le manque de compétences techniques et la perception, parmi les investisseurs potentiels, que l'entreprise est très risquée.

*Bon nombre de ces barrières sont très répandues. Dans chaque cas, une politique publique pourrait améliorer la situation ou réduire les obstacles. Mais, même sans politique publique favorable (ce qu'il est difficile d'obtenir dans bien des pays), le secteur privé pourrait aider à en surmonter plusieurs, fait-il valoir.*

## Un manque de conviction

*D'après notre expérience en Inde, en Chine et au Ghana, les gens sont loin d'être convaincus que l'efficacité énergétique peut résoudre les problèmes auxquels ils font face. C'est dire qu'avant de réunir le dynamisme, les compétences techniques et l'intérêt nécessaires pour modifier les politiques (ce qui est coûteux et ne fait nullement l'unanimité), il faudrait changer les mentalités,* poursuit Rath.

*Les ESCO adoptent un modèle fort intéressant qui peut abattre certaines des barrières existantes. Certes, elles ne peuvent pas être à l'avant-garde de tous les changements requis, mais elles peuvent s'attaquer à un segment du marché [dans certains pays],* fait remarquer Rath. (Dans les pays où le taux d'inflation est très élevé, il est plus difficile de justifier des investissements dans des technologies à haut rendement énergétique alors que le coût relatif de l'énergie est en chute libre, estiment ses collègues.)

## Une démarche différente

*Ce que nous proposons c'est de relever les possibilités [d'économiser l'énergie] qui existent, d'en faire la démonstration et d'obtenir un meilleur rendement énergétique avec des taux de rentabilité intéressants; d'utiliser ces moyens pour accroître la taille, le champ d'action et le nombre des acteurs sur le marché; d'attirer l'attention des décideurs sur les changements qui surviennent; puis, de se servir de tout ça pour influencer sur la modification des politiques,* conclut Amitav Rath.

*John Eberlee est chef de pupitre du magazine Explore. (Photo : avec l'aimable permission de Policy Research International)*

[Projet de référence du CRDI # 97-0007-01]

*Cet article vous inspire des commentaires ? Nous les recevrons avec plaisir à [info@idrc.ca](mailto:info@idrc.ca)*

---

## Renseignements :

**Amitav Rath**, [Policy Research International Inc.](#), 6, avenue Beechwood, bureau 14, Ottawa (Ontario) Canada K1L 8B4; tél. : (613) 746-2554; téléc. : (613) 744-4899; courriel : [arath@pri.on.ca](mailto:arath@pri.on.ca)

---

## Des liens à explorer ...

[Version espagnole](#)

Encadré : [Rendement économique contre croissance économique ?](#)